



Privatisation de la publication scientifique

La science est un bien public ; prenons garde à ce que, marchandisée, elle ne soit détruite par une bulle spéculative !

Après la Grèce et l'Espagne,... la Science ?

20 mars 2013.

Le monde de la science est un monde un peu à part. Tout le monde comprend l'enjeu de la recherche, mais *peu de monde réalise encore la portée du changement qui s'est effectué au cours de ces dernières années dans l'édition scientifique, et l'enjeu scientifique et politique des débats qui s'ouvrent autour de ces questions.*

Au départ, il y a un point semble-t-il assez technique. Avec l'évolution technologique dans la presse et l'édition, les journaux scientifiques - des publications très spécialisées qui permettent aux chercheurs d'échanger et faire connaître leurs résultats -, sont devenus rentables. Alors que ces journaux étaient édités auparavant par des sociétés savantes et des établissements de recherche, ils ont été massivement rachetés par des grands groupes de presse privés, **transformant les échanges gratuits de connaissances en un marché.** Par une dynamique de fusions-acquisitions-délocalisations, **5 Majors mondialisés de l'édition contrôlent désormais ce marché.** Or ce marché est **totalelement dysfonctionnel, car captif.**

Les chercheurs ont un besoin vital de connaître les résultats de leurs collègues pour avancer, et donc ils achètent ces journaux quels que soient leur nombre et leur prix. Il n'y a ainsi aucune régulation de l'offre. Par ailleurs les habitudes de bénévolat de l'époque antérieure se sont maintenues. Et ainsi ce sont des chercheurs qui font les recherches, écrivent les articles, les expertisent, les éditent, le tout sans rien facturer : une presse où ni les journalistes d'investigation ni les rédacteurs ne sont payés, mais où les journaux sont revendus à prix d'or aux mêmes institutions scientifiques qui ont financé les recherches. **S'est ainsi établie une sorte de racket légal, dans lequel les institutions de recherches (et donc finalement le contribuable) payent jusqu'à 4**

fois le même article ! Racket qui permet, depuis 10 ans, des dividendes de plus de 30 % aux actionnaires de ces grands groupes, et qui est en train de ruiner les bibliothèques scientifiques.

Mais il y a pire ! Encouragés par les gouvernements néo-libéraux et par l'appât des gains associés à la perspective de « l'économie de la connaissance » (forcément marchande à leurs yeux), **des géants de l'information financière et la mondialisation boursière ont investi pour créer un système de cotation des publications scientifiques basé sur l'Audimat. Ce système permet de coter l'ensemble des acteurs sur le caractère vendeur de leurs publications et donc sur leurs contributions au chiffre d'affaire des 5 Majors. Et de modifier ainsi les orientations de la recherche. C'est le système TF1 étendu à la science !!**

S'est ainsi créée à l'image de ce qui s'est passé dans l'immobilier ou l'internet, une **bulle spéculative sans précédent sur les journaux scientifiques** qui noie l'information scientifique majeure dans un déluge de publications sans intérêt, encourage la fraude, et saigne les budgets de la recherche publique. **Cela permet de plus un contrôle des recherches dans le sens d'intérêts privés.** Les grands de ce monde ne s'y sont pas trompés, **les grands patrons mondialisés du pétrole, de l'agro-alimentaire, du médicament et de la grande distribution se pressent dans les conseils d'administration de ces Majors de la connaissance-marchandise.**

Mais la résistance s'organise. Les bibliothécaires ont été les premiers, suivis par des collectifs et des syndicats de chercheurs. Les journalistes scientifiques, qui ont l'expérience des dangers liés aux grands groupes de presse, ont relayé ces dénonciations. **Des alternatives efficaces autour des « archives ouvertes » liées aux bibliothèques nationales et aux grands instituts se sont mises en place. Mais les Majors ne veulent pas lâcher la poule aux œufs d'or, et surtout le monde de la finance veut garder ses leviers de contrôle sur la science.**

Une lutte âpre s'est engagée, à l'instar de celle qui avait eu lieu sur Hadopi. Sauf que l'enjeu est encore plus fort ! Récemment aux Etats Unis un jeune chercheur de Harvard s'est donné la mort alors qu'il encourait 35 ans de prison pour avoir contourné le copyright de journaux (sans aucune diffusion ni enrichissement personnel) ... 35 ans ! Mais **plusieurs avancées législatives ont été obtenues sous la pression du mouvement social, aux USA et en Europe.**

Et **les mois qui viennent vont être cruciaux**, en particulier en France avec l'ouverture d'un groupe de travail gouvernemental sur ce thème (déjà soumis aux lobbys).

Ne laissons pas la discipline des marchés se substituer aux disciplines scientifiques, et des intérêts privés manipuler les orientations de la recherche à leur seul profit. Nous sommes tous concernés. La science est un bien public. Pour notre bien à tous, il faut qu'elle le reste !

La CGT-INRA s'engage dans ce combat et porte à votre connaissance un texte de chercheurs qui s'insurgent contre le système actuel de publication ([cliquez ici](#)).

L'analyse de la CGT-INRA rejoint pleinement celle qui est portée dans ce texte. Nous vous invitons à en prendre connaissance et le diffuser autour de vous.

Syndicat National CGT-INRA

RN 10 – Porte de St Cyr
78210 Saint Cyr l'Ecole
Tél : 01.39.53.56.56
Fax : 01.39.02.14.50
Mail : cgt@inra.fr
Sites internet :
<https://intranet.inra.fr/cgt/> et
<http://www.inra.cgt.fr/>

Nom : Prénom :
Date de naissance :
Corps, grade, échelon :
Centre de Recherche :
Unité :
Département de Recherche :
Téléphone :
E-mail :

